



le Grain de sable Attac Pays d'Aix

Bulletin bimestriel
Décembre 2010
Janvier 2011

Maison des Associations
1 rue Emile TAVAN
13100 Aix en Provence

N°61

06 83 41 89 51
aix@attac.org
www.local.attac.org/13/aix

UN MOUVEMENT SOCIAL ET CITOYEN PORTEUR D'AVENIR

Comme le numéro précédent de notre Grain de Sable du Pays d'Aix le pressentait, l'appel à la Résistance sociale et citoyenne était donc bien à l'ordre du jour de cet automne 2010 : révélateur du malaise social profond et avec le soutien de 80% de la population, un mouvement historique a secoué l'ensemble de la société française.

Pourtant, la contre-réforme du système de retraite avait été préparée de longue date par le gouvernement Sarkozy-Woerth-Hortefeux, discours « experts en démographie » et relais médiatiques quasi unanimes.

Ce matraquage n'a cependant pas suffi : en deux mois, le projet du gouvernement, jugé injuste et inefficace, s'est retrouvé rejeté par la très grande majorité, rassemblant toutes les générations et les courants de pensée progressistes.

Et, à partir de l'unité solide de tous les syndicats, la résistance s'est organisée, comme à Aix avec des actions multiformes de rassemblements devant la mairie pour interpeller les élus nationaux, en manifestations de rues mises en musique par l'intersyndicale de l'hôpital Montperrin et mises en mots par les fameuses bulles d'Attac-Aix.

La lutte sociale a pris une forme plus radicale avec la grève dure dans les raffineries et les éboueurs de certaines grandes villes.

Les lycéens ont rejoint le mouvement, notamment à Aix avec les lycées Zola, Gambetta et Vauvenargues, alors que les étudiants étaient peu mobilisés.

Finalement, le gouvernement impose par la force sa réforme des retraites, sauf les articles concernant la santé au travail, invalidés par le conseil

constitutionnel. Mais cette contre-réforme reste très largement rejetée par les citoyens, et ses principaux instigateurs sont désavoués : Woerth, chassé du gouvernement, et Sarkozy en grande difficulté.

Ce mouvement de révolte de la société a redonné du sens au combat syndical et à l'action citoyenne. Les analyses d'Attac ont contribué à démasquer les vrais bénéficiaires du démantèlement des droits sociaux, en France et dans le monde.

D'autres combats citoyens, pas encore assez nombreux se développent en Europe, dans les pays attaqués par les spéculateurs et donc visés par des plans de rigueur aussi injustes qu'inefficaces, le défi sera de les amplifier et surtout de les faire converger.

Attac s'est totalement mis au service du mouvement social, en informant ses réseaux, en animant rassemblements et manifestations, en participant à tous les collectifs unitaires.

Attac reste néanmoins une association altermondialiste et si Attac Aix s'engage à continuer la lutte contre les attaques sociales qui ne risquent pas de s'arrêter là et vous invite à vous y engager davantage, nous avons aussi une grande responsabilité face aux enjeux internationaux de 2011 comme le FSM de Dakar en février que nous déclinons à Aix dans le cadre du projet "FSM en Provence", et les mobilisations contre les G8 et G20. (voir l'article P5, l'agenda de cette lettre, et notre site régulièrement mis à jour).

Gérard Guieu

AGENDA

DECEMBRE 2010 - JANVIER 2011

Mercredi 01 décembre 2010 à 17 : 30

en partenariat avec Fac Verte

Projection du film Water Makes Money ou "Comment les multinationales transforment l'eau en argent"

Amphithéâtre Guyon Faculté des lettres – avenue Robert Schumann – Aix en Provence

Mercredi 01 décembre 2010 à 20 : 30

Cycle de films alternatifs et militants

« Fin de concession » de Pierre Carles

Débat animé par Marc Marabèse

Cinémas les Arcades & le Club, Place Gambetta, 13300

Salon de Provence, 04 90 53 65 06

Mardi 07 décembre 2010 à 19 : 30

Attac au Jas de Bouffan

Le climat et la bagnole

avec la projection du documentaire « Mourir pour la voiture » (55 mn).

Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Provence.

Jeudi 09 décembre 2010 à 2010 à 20 : 30

Cycle de films alternatifs et militants

« Moi, la finance et le développement durable »

Cinémas les Arcades & le Club, Place Gambetta, 13300

Salon de Provence, 04 90 53 65 06

Jeudi 09 décembre 2010 à 19 : 00

en partenariat avec l'Université Populaire du Pays d'Aix

Echanges sur l'économie avec Renaud Gallimard

Maison de la vie associative, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, à Encagnane - Aix en Provence.

Vendredi 10 décembre 2010 à 20 : 30

Projection du film "Cheminots"

Cinéma Le Renoir à Aix-en-Provence

un film de Luc Joulé et de Sébastien Jousse

Luc Joulé et des cheminots

animeront les débats après la projection

Samedi 11 décembre 2010 de 11 : 30 à 12 : 00

Cercle de silence à la Rotonde

Mardi 14 décembre 2010 à 20 : 00

CA ouvert à tous les adhérents

Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Provence.

Jeudi 16 décembre 2010 à 19 : 00

Attac au Ligourès

Le nouveau Brésil de Lula

Débat animé par Rémy Jean

Maison de la vie associative, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, à Encagnane - Aix en Provence.

Mardi 04 janvier 2011 à 19 : 30

Attac au Jas de Bouffan

Le début de l'année et les débuts du mouvement altermondialiste

avec la projection du documentaire « L'autre mondialisation » (60 mn).

Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Provence.

Samedi 09 janvier 2011 de 11 : 30 à 12 : 00

Cercle de silence à la Rotonde

Jeudi 13 janvier 2011 à 19 : 00

en partenariat avec l'Université Populaire du Pays d'Aix

Echanges sur l'économie avec Renaud Gallimard

Maison de la vie associative, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, à Encagnane - Aix en Provence.

Vendredi 14 janvier 2011 à 18 : 30

avec le forum citoyen de Fuveau et Attac Gardanne

Projection du film Water Makes Money ou "Comment les multinationales transforment l'eau en argent"

La maison pour tous à Fuveau

Jeudi 20 janvier 2011 à 19 : 00

Attac au Ligourès

Pour un Big Bang fiscal

avec Vincent Drezet, porte parole du syndicat national unifié des impôts, et membre du conseil scientifique d'Attac.

Maison de la vie associative, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, à Encagnane - Aix en Provence

CONTACTS

Préparation des réunions publiques (Jas et Ligourès) : M et J Fourny 04 42 21 65 45

Stand marché Richelme samedi à partir de 10h00
Gérard Amy : gerard.amy@univ-provence.fr

Stand marché Bois de l'Aune (Jas) samedi à partir de 10h30 : J. et M Fourny 04 42 21 65 45

Tractage, affichage :
Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

Responsable fichier adhérents :

Valérie Brûlant 06 77 74 58 85

Contact presse : Bernard Lagune 04 42 21 16 68

Echanges sur l'économie avec Renaud Gallimard : en collaboration avec l'Université populaire, 2ème jeudi du mois à 19h00, au Ligourès, Place Romée de Villeneuve, Aix.
Contact : Madeleine Liotier au 04 42 27 33 49

Groupe de Travail Dette : réunion les 1er lundi du mois à 19h30 chez Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

ATTAC : NOUS AVONS UNE GRANDE RESPONSABILITE

Cette année, les assises d'Attac France étaient réellement tournées vers l'action. En 2010, Attac a joué un rôle important dans les mobilisations contre la réforme des retraites en fédérant, avec l'appel co-signé avec Copernic, syndicats, associations et partis de gauches et en détricotant les mensonges du gouvernement. Nous avons gagné la bataille des idées auprès des citoyens de plus en plus écœurés de devoir payer pour les pratiques déviantes des banques et marchés financiers, qui après avoir provoqué une crise sans précédent et s'être faits renflouer sans contrepartie, s'attaquent à l'Euro et aux Etats, et imposent des plans d'austérité que nous devrions nommer « plans de surexploitation » des salariés. Bien que la contre réforme ait été votée, nous n'avons pas renoncé. Nous continuerons à lutter pour un juste partage des richesses et à proposer entre autres, un projet alternatif de réforme des retraites.

Nous sommes arrivés à un moment de la crise qui pousse les mouvements sociaux à passer à l'offensive, et nous constatons qu'il y a des ressources dans la société. Nous devons donc maintenant proposer des alternatives crédibles qui apparaissent légitimes. A la fois au niveau national, mais aussi au niveau européen, sous peine d' assister à l'effondrement de l'Union Européenne et surtout à l'émergence de mouvements nationalistes et xénophobes en son sein. Il est donc urgent de construire un mouvement social européen porteur d'un projet alternatif. Il en est de même au niveau mondial devant le désordre économique, social et écologique.

Il est temps de sortir de la culture de la marginalité, et d'ailleurs les lignes bougent puisque nous voyons en France par exemple, des intellectuels et économistes qui ont voté oui au TCE reconnaître leurs erreurs et remettre en question la construction libérale de l'Europe. Nous devons construire des convergences radicales avec beaucoup plus de monde, en effet de plus en plus de personnes adhèrent à nos thèses, tout en prenant garde qu'elles ne soient banalisées par un Sarkozy qui prône les taxes sur les transactions financières ou la suppression des paradis fiscaux sans que cela soit suivi du moindre début d'un acte. Les échéances de 2011 (FSM de Dakar, G8-G20, conférence sur le climat à Johannesburg) vont nous faire renouer avec nos fondamentaux, global/local, et donc avec le mouvement altermondialiste. Nous sommes face à une crise de civilisation à laquelle nous devons répondre ce qui donne à Attac et au mouvement altermondialiste une responsabilité importante.

Cette année pour la première fois depuis 2003, le nombre d'adhérents d'Attac est supérieur à l'année précédente. Nous avons dépassé 9700 adhérents mi-novembre contre 9 400 fin 2009 dont de très nombreux nouveaux adhérents qui nous ont rejoint, et Attac pays d'Aix vient de repasser la barre des 200 adhérents. Nous comptons sur vous en 2011. Il est indispensable de continuer à lutter mais surtout de porter des alternatives à un système économique mortifère pour les humains et pour la planète. Pour cela nous avons besoin de moyens humains et financiers.

Valérie Brûlant

LA REFORME DES COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR LES NULS

La loi de réforme des collectivités territoriales a été adoptée en deuxième lecture à l'Assemblée nationale le 17 novembre 2010 après son adoption par quatre voix de majorité au Sénat le 9 novembre. Plus de 60 députés et de 60 sénateurs ont déposé un recours devant le Conseil Constitutionnel. Tout cela, qui aura pourtant des conséquences importantes sur la vie démocratique de notre pays, se passe dans la plus grande discrétion. Regardons d'abord les principales mesures de cette loi.

- La création des conseillers territoriaux qui vont cumuler les fonctions de Conseiller Général et de

Conseiller Régional. Ils seront élus au scrutin uninominal à 2 tours (comme les Conseillers Généraux qui sont élus sur une circonscription territoriale : le canton et un 1^{er} tour qui sélectionne les 2 premiers qui s'affrontent au second tour).

- La création des métropoles, regroupement de communes regroupant plus de 500 000 habitants, dotées de compétences émanant des communes membres, mais également du département, de la région, voire de l'État.

- La création des communes nouvelles à partir de communautés de communes existantes ou de nouveaux regroupements de communes.
- L'achèvement de l'intercommunalité d'ici à 2014 où toutes les communes devront être rattachées à une intercommunalité.
- Un "fléchage" des élus qui siégeront au conseil communautaire lors des élections municipales. Cela signifie que dans les différentes listes de candidats à une élection municipale les candidats au Conseil communautaire figurent en tête de liste.
- Le scrutin de listes pour les élections municipales pour les communes de plus de 500 habitants.

Une telle réforme est évidemment commandée par des calculs électoralistes.

Le rêve récurrent des partis politiques dominants (à savoir l'UMP à droite, le PS à gauche) est d'aboutir à une bipolarisation de la vie politique comme aux USA ou en Angleterre et de transformer l'exercice du pouvoir en une alternance entre eux. Malheureusement en France ce schéma ne cesse d'être perturbé par un centre, une extrême droite, une gauche radicale ou des écologistes. Le sommet a été atteint avec l'élimination de Jospin à la présidentielle de 2002.

Et le pouvoir actuel a du mal à encaisser la déculottée prise aux élections régionales. Le scrutin proportionnel des régionales a de plus permis l'émergence du mouvement écologiste qui pique des voix à gauche à droite et au centre.

Le mode d'élection des conseillers territoriaux aura pour effet de supprimer le scrutin proportionnel des élections régionales et de renforcer :

- la bipolarisation en plaçant les petits partis sous la dépendance des partis dominants pour obtenir des élus
- le cumul des mandats départemental et régional (et des indemnités ?)

- Le clientélisme qui accompagne tout scrutin uninominal de ce type
- le charcutage du découpage cantonal qui va servir de base à l'élection. Nul doute qu'il va permettre à l'UMP de se relever de ses défaites dans les scrutins locaux.

Il supprime également la parité hommes femmes imposée dans le vote par liste malgré des mesures incitatives.

Quant à l'élection des délégués communautaires au « suffrage universel » c'est un leurre. En fait, la même élection désigne sur les mêmes listes les conseillers municipaux et les conseillers communautaires. Ceux-ci demeurent de simples délégués de leur commune, sans mandat politique des électeurs au niveau intercommunal. Le cumul des mandats au niveau communal et intercommunal demeure la règle.

Sans entrer dans l'analyse détaillée de l'impact de ces mesures sur les compétences et les moyens financiers des différents échelons on peut affirmer que cette réforme renforce la personnalisation et la concentration du pouvoir à tous les niveaux.

Le parti unique sarkozien est en train d'échouer sous le coup des défaites électorales, des affaires (Bettencourt, Karachi, Clearstream...) et des mobilisations sociales. Mais à travers ces « réformes » on peut comprendre que des parades se préparent pour une confiscation du pouvoir à tous les niveaux (commune, communauté de communes, département, région et nation) au profit d'une oligarchie dirigeante.

Une autre démocratie est possible à condition de vouloir donner la parole aux citoyens.

Bernard Lagune

LA BANQUE MONDIALE ET L'ACCAPAREMENT DES TERRES

Fin 2008, la presse alertait sur l'apparition, en pleine crise alimentaire et financière, d'un inquiétant phénomène : l'accaparement, à l'échelle planétaire, de millions d'hectares de terres agricoles. On parlait de "Rush", "Ruée", "Razzia", de "Nouveau Monopoly"...

Qui accapare ? Des gouvernements soucieux de sécuriser leur approvisionnement alimentaire ou énergétique : Chine, Etats du Golfe, Corée du Sud, Japon, Inde, Lybie..., mais aussi des firmes agroalimentaires et des investisseurs privés, à des fins

purement commerciales ou spéculatives. On achète ou loue, parfois pour un siècle, des terres arables, "sous-utilisées", dans des pays pauvres d'Afrique, Amérique ou Asie.

L'ONG Grain a publié sur son site une remarquable étude : "Main basse sur les terres agricoles" qui sert maintenant de référence, car elle répertorie minutieusement les "accapareurs", publics ou privés, leur stratégie, les pays "ciblés", et les cultures prévues. Ces accords sont souvent entourés de secret favorisant

la corruption. L'étude met aussi en lumière les effets dévastateurs de ces transactions : expulsion de populations locales, ruine de petits paysans, perte de souveraineté alimentaire, apport de main-d'oeuvre étrangère, restructuration de terres en grandes plantations pour l'exportation.

La FAO s'alarme de ce nouveau "pacte colonial" et les Nations Unies voudraient imposer des règles basées sur les droits de l'homme.

Que dit la Banque Mondiale ? Elle vient juste de publier un rapport, longtemps retardé, qui selon Grain, ne fait que confirmer ce que l'on savait : peu de cas ont été étudiés et devant les difficultés à obtenir des informations de la part des pays et entreprises concernés, la BM se serait contentée de vérifier la réalité des transactions signalées par les médias et le site géré par Grain ! Aucun ralentissement dans cet énorme mouvement d'accaparement de terres mais comme tous les projets dénombrés par la BM ne sont pas encore parvenus au stade de "l'exploitation", celle-ci minimise l'importance de ces chiffres et parle de "battage médiatique". Elle constate que ces investissements peuvent poser des problèmes sociaux et environnementaux mais, comme si elle voulait légitimer ces accaparements de terres, elle promeut 7 principes à suivre pour que cela soit "socialement acceptable" et ne nuise pas à l'environnement.

Mais, selon Grain, ce qui fait l'intérêt de ce rapport de la BM, ce sont plus ses omissions que son contenu. Ce que ne dit pas ce rapport, c'est que ce processus de spoliation de terres trouve dans la BM un allié puissant. Depuis des décennies, la BM s'emploie à préparer la voie en persuadant les gouvernements d'adapter leur législation en privatisant les droits fonciers pour en faire des titres négociables et en

levant les dernières barrières juridiques interdisant la vente de terres aux investisseurs étrangers.

Plus directement, la BM est impliquée par certaines de ses agences, comme la Société Financière Internationale. Chargée des opérations avec le secteur privé, elle est l'un des principaux acteurs dans de nombreuses sociétés et fonds spéculatifs (comme Altima Partners, enregistré aux Iles Caïmans) qui achètent des droits sur les terres agricoles.

De même, l'Agence Multinationale de Garantie des Investissements, filiale de la BM, accorde à des projets d'accaparement de terres, une assurance sur les risques politiques.

Ce rapport laisse aussi de côté la question des traités commerciaux, de plus en plus nombreux, qui font primer les droits des investisseurs sur ceux des états et des populations locales. Or les litiges éventuels entre gouvernements et investisseurs, sont portés devant le Centre de Règlement des Différends liés aux Investissements, instance d'arbitrage qui favorise souvent les investisseurs et qui dépend de la BM !

Enfin le rapport de la BM passe sous silence les nombreux appels d'organisations du monde entier pour que soit freinée cette vague d'accaparement de terres agricoles totalement inacceptable et que soient mises en place de nouvelles formes de souveraineté sur la terre, l'eau et l'alimentation.

On comprend donc l'embarras de la BM et pourquoi ce rapport n'est plus intitulé, comme annoncé, "Ruée mondiale sur les terres agricoles" mais "Intérêt croissant pour les terres agricoles dans le monde".

Michelle Fourny

Sources: Grain + Rapport Banque Mondiale

POUR DEBARQUER LE G8 A DEAUVILLE EMBARQUONS POUR LE FORUM SOCIAL MONDIAL DE DAKAR

Loin du «Nouvel ordre mondial» vertueux promis par les dirigeants des G8 / G20, la régulation financière se révèle une duperie. En dépit des 11900 Milliards de \$ dont se sont endettés les états pour sauver les

banques, les dirigeants soumis à l'industrie financière n'ont pas été capables de mettre en place des mesures de régulation financière susceptibles d'éviter une prochaine crise.

Par contre ils s'emploient avec beaucoup d'efficacité à mettre en place via le FMI des plans d'austérité draconiens destinés à faire payer les frais de la crise aux plus pauvres suscitant la colère justifiée des populations.

Cette colère peut prendre un caractère anti-capitaliste mais elle peut aussi s'orienter vers des dérives xénophobes. Les mobilisations internationalistes comme celles du prochain Forum Social Mondial de Dakar de 2011 constitueront dans ce contexte un antidote à populariser le plus possible.

Mais qu'ont fait les G8/G20 ?

Les mesures vraiment contraires aux grands acteurs de la finance ont été soigneusement évitées:

- Pas de taxation significative des transactions financières ou des banques
- Pas de cloisonnement des marchés ou des institutions financières, (banques d'affaires et de dépôts restent liées)
- Pas de démantèlement des institutions « trop grosses pour faire faillite »
- Pas de limitation des bonus des traders
- La lutte contre les paradis fiscaux si elle apporte un peu plus de transparence consiste surtout à blanchir des listes sans opérer de modifications réelles dans les pratiques.

Les mesures effectives se résument en la mise en place d'organismes de surveillance et d'enregistrement sans remise en cause des activités spéculatives.

Par contre le FMI, discrédité avant la crise, qu'il n'a d'ailleurs pas su anticiper, se trouve remis à flot avec une dotation très importante de 1000 milliards de \$ avec toujours la même logique ultra libérale dominée par la défense des créanciers. Avec la crise de la dette c'est un excellent instrument au service de la finance.

En conclusion on peut dire en 2010 que toutes les mauvaises habitudes ont été reprises et que chaque pays ne défend que sa propre oligarchie. C'est la guerre des monnaies et plus que jamais l'ère du « Après nous le déluge », prémices d'une nouvelle bulle financière.

C'est dans ce contexte que Nicolas Sarkozy a pris la présidence pour 2011 des G8 et G20 qui se tiendront en Juin à Deauville pour le G8 et en Novembre à Cannes pour le G20. Cette présidence va constituer pour Nicolas Sarkozy une occasion de restaurer son image en se posant en « chevalier sauveur du monde » à quelques mois de l'élection présidentielle. Cependant ses discours destinés à l'international (parfois dignes comme à Davos d'un membre du conseil scientifique d'Attac!) s'ils peuvent

faire illusion à l'étranger auront du mal à convaincre un public français qui peut faire tous les jours le constat de leur incohérence et de leur contradiction avec sa pratique politique nationale.

Espérons qu'au moins la diaspora africaine saura se souvenir du discours de Dakar 2007.

Le Forum Social Mondial en Afrique interpelle les G8/G20

Le Forum Social Mondial de Dakar qui aura lieu quelques mois avant du 6 au 11 février sera une excellente occasion d'interpeller ce directoire inefficace et illégitime.

Sa tenue en Afrique permettra de faire connaître au monde les conséquences sociales catastrophiques des Plans d'Ajustement Structurels que le FMI applique maintenant à l'Europe.

Il fera aussi connaître l'Afrique en mouvement, les multiples luttes isolées des sans voix qui posent les problèmes qui les concernent et font des propositions alternatives.

Les mouvements sociaux seront très présents autour du Forum Social Mondial car auparavant de nombreux autres **forums thématiques** auront lieu dans plusieurs villes rassemblant des paysans, des enseignants, des femmes, des jeunes, des syndicalistes...et bien sûr des migrants. **Des caravanes partiront des différents points de l'Afrique pour rejoindre Dakar** avec de multiples étapes qui seront autant d'occasion de rassemblement autour de luttes locales concernant les accaparements de terres, les OGM, la question de la dette...

Pendant le forum se tiendra aussi **l'Assemblée des habitants** qui seront surtout des femmes vendeuses des rues de produits maraîchers.

Le Forum Social Mondial Etendu

Tous les mouvements sociaux d'Afrique ou d'ailleurs ne pourront cependant pas tous se rendre à Dakar, et c'est pourquoi des réunions, manifestations de formes diverses se tiendront partout où c'est possible dans le monde en lien avec le FSM.

Attac Pays d'Aix appelle toutes les forces démocratiques et solidaires qui le souhaitent, associations et citoyens et tout particulièrement la diaspora d'Afrique à participer à l'organisation d'une action de rue le 5 février à Aix pour faire entendre leur voix.

Raymonde Lagune

N'oubliez pas de renouveler votre adhésion pour soutenir nos actions !